

APPEL AUX ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET À L'UNION EUROPÉENNE

EN AMONT DES NÉGOCIATIONS D'OCTOBRE 2018 POUR L'ÉLABORATION D'UN INSTRUMENT INTERNATIONAL JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET AUTRES ENTREPRISES ET LES DROITS DE L'HOMME

Le 26 juin 2014, le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies a établi par la résolution 26/9 un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme afin « *d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant pour régler, dans le cadre du droit international des droits de l'homme, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises* ».

Cette résolution revêt une importance cruciale afin de combler une faille majeure dans le système international. En effet, tandis que les entreprises dont les activités opérationnelles ont un caractère transnational sont impliquées dans des crimes et violations des droits humains, celles-ci échappent généralement aux poursuites judiciaires en raison de la complexité de leur structure juridique et de l'absence de mécanismes judiciaires efficaces. Il est donc urgent d'assurer l'accès à la justice pour les victimes en tenant ces entreprises responsables de leurs actes et de leur inaction à prévenir et réparer les violations aux droits humains et à l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur.

Or, force est de constater que depuis la création de ce groupe de travail intergouvernemental, et en dépit de leurs déclarations en faveur des droits humains, les États membres de l'Union européenne et l'Union européenne ont failli à soutenir ce processus de négociation historique.

Les États membres de l'Union européenne ont ainsi voté contre la mise en place de ce groupe de travail intergouvernemental en 2014; ont boycotté certaines sessions de travail et consultations ; et ont multiplié les interventions remettant en cause le mandat de ce groupe de travail et la légitimité de la présidence équatorienne.

- ✓ Le 2 novembre 2017, par exemple, lors des discussions budgétaires autour du programme de l'année 2018-2019, l'Union européenne a remis en cause la tenue de la 4^{ème} session de travail prévue pour Octobre 2018, malgré la clarté de la résolution 26/9.
- ✓ Plus récemment, le 14 juin 2018, les États membres de l'Union européenne se sont exprimés d'une seule voix, par le biais du représentant de l'Union européenne, pour demander « à revenir au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour définir l'orientation future des négociations », pour remettre en cause le caractère contraignant de cet instrument international, pour s'interroger sur la légitimité de la présidence équatorienne, et pour opposer ce traité aux Principes directeurs des Nations Unies de 2011, alors que ces Principes envisagent eux-mêmes l'adoption de normes contraignantes au niveau national et international pour leur bonne application. Lors de récentes discussions bilatérales, l'Union européenne et certains de ses États membres ont également remis en cause la présence des organisations de la société civile dans les négociations.

Les 36 organisations de cet appel invitent les États membres de l'Union européenne et l'Union européenne à mettre fin à ces stratégies d'obstruction, à reconnaître le mandat de ce groupe de travail intergouvernemental et la présence essentielle des organisations de la société civile dans le processus, et à participer de manière active et constructive à l'élaboration d'un traité international juridiquement

contraignant sur les sociétés dont les activités opérationnelles ont un caractère transnational, comme le spécifie clairement la résolution 26/9.

Les trois précédentes sessions de négociations et les quatre consultations menées par l'Équateur durant le printemps 2018 en vue de la publication d'une première version dudit traité ont permis de faire émerger un consensus large autour de certains éléments.

Ce traité juridiquement contraignant doit :

1. Concerner, quel que soient leur objet social et leur mode de création, de contrôle ou de propriété, les entreprises dont l'activité opérationnelle est dotée d'un caractère transnational.
2. Garantir la primauté des droits humains et de l'environnement sur les normes en matière de commerce et d'investissement.
3. Rendre les entreprises et leurs dirigeants responsables (en droit civil, pénal, environnemental, administratif) du respect des droits humains et de la prévention des abus et violations résultant directement ou indirectement de leurs activités, et ce tout au long de leur chaîne de valeur (que ce soient leurs branches, filiales, sous-traitants, fournisseurs, affiliés, co-contractants, financeurs, etc.).
4. Introduire une obligation de vigilance, ou un mécanisme similaire de « duty of care », afin de pouvoir engager la responsabilité légale des sociétés-mères et des entreprises donneuses d'ordre dans la prévention des abus et crimes contre les droits humains.
5. Reconnaître, au choix de la victime, et selon le principe 25 des Principes de Maastricht, la compétence judiciaire de la juridiction où le dommage a lieu ; de la juridiction où la société donneuse d'ordre est immatriculée ou domiciliée ; d'une juridiction tierce où l'entité y exerce l'essentiel ou une part substantielle de ses activités ; et de toute autre juridiction qui se saisirait du cas au titre de la compétence universelle lorsqu'une telle violation contrevient à une norme impérative du droit international.
6. Établir un mécanisme international ou une cour internationale afin d'éviter les dénis de justice, de faciliter la coopération judiciaire entre États, et d'aider les victimes à saisir les juridictions nationales ou internationales adéquates.

Ces points ont été largement évoqués lors des consultations informelles organisées par la présidence du groupe de travail au cours des derniers mois. Ils font l'objet d'un consensus large au sein des mouvements sociaux et des ONG qui se sont engagées dans les débats de fond.

Nos partenaires à travers le monde, les victimes de violations, et les défenseurs des droits humains sont unanimes sur la nécessité d'un tel traité et l'urgence de son adoption. Les États membres de l'Union européenne et l'Union européenne ne peuvent ignorer cela.

Nous appelons donc les États membres de l'Union européenne à se saisir de ces éléments et à étudier la première version de traité qui sera publiée par l'Équateur en conséquence, dans une attitude constructive, au-delà des débats stériles visant à attaquer la légitimité de ce processus historique.

Pour signer:

<http://bit.ly/CalleUMemberStatesforUNTreaty>

Date limite de signature:

30 septembre 2018

Contact:

s.bommier@ccfd-terresolidaire.org

Premiers signataires (le 9 juillet 2018):

11.11.11, Belgium	Belgium
Action Solidarité Tiers Monde	Luxembourg
ActionAid France	France
Afrika Kontakt	Denmark
AIETI	Spain
Associazione Jambo	Italy
Atelier ONGD	Spain
CCFD-Terre Solidaire	France
CCOO de Madrid	Spain
Colectivo Ansur	Latin America
Collectif Ethique sur l'étiquette	France
Commission Justice et Paix	Belgium
Confederación Sindical de CC.OO.	Spain
Coordinadora Estatal De Comercio Justo	Spain
ECOAR))) GLOBAL	Canada, Spain and France
Emmaus Aurinkotehdas ry	Finland
Fundación Mundubat	Spain
Greenpeace España	Spain
Grupo de trabajo sobre empresas y derechos humanos - Catalunya de Lafede.cat y la Taula Colombia	Spain
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ICID)	Spain
International Office for Human Rights - Action Colombia (OIDHACO)	Europe
JASS – Just Associates	Central America, Southern Africa, and Southeast Asia
KAESCH – Netzwerk für Nachbarschaftshilfe	Austria
Ligue des droits de l'Homme	France
Maan ystävät ry - Friends of the Earth Finland	Finland
NeSoVe / Netzwerk Soziale Verantwortung	Austria
New Wind Association	Finland
Red Flamenca de Solidaridad con la Comunidad de Paz de San José de Apartadó	Belgium
Ritimo	France
SETEM Catalunya	Spain

Südwind	Austria
Taula Catalana per la Pau i els Drets Humans a Colòmbia	Spain
ToxicsWatch Alliance (TWA) – Ban Asbestos Network of India (BANI)	India
Tansform!at	Austria
Unión Sindical Obrera (USO)	Spain
Union syndicale Solidaires	France

LLAMAMIENTO A LA UNIÓN EUROPEA Y A SUS DISTINTOS ESTADOS MIEMBROS

ANTES DE LAS NEGOCIACIONES DE OCTUBRE DE 2018 PARA LA ELABORACIÓN DE UN INSTRUMENTO INTERNACIONAL JURÍDICAMENTE VINCULANTE (UN TRATADO) SOBRE LAS EMPRESAS TRANSNACIONALES Y OTRAS EMPRESAS CON RESPECTO A LOS DERECHOS HUMANOS

El 26 de junio de 2014, el Consejo de Derechos Humanos de la ONU estableció con la resolución 26/9 un grupo de trabajo intergubernamental de composición abierta sobre las empresas transnacionales y a otras empresas con respecto a los derechos humanos a fin de «*elaborar un instrumento jurídicamente vinculante para regular las actividades de las empresas transnacionales y otras empresas en el derecho internacional de los derechos humanos*».

Esta resolución es de vital importancia para colmar una laguna importante en el sistema internacional. En efecto, aunque las empresas que tengan actividades operacionales con carácter transnacional estén implicadas en delitos y en violaciones de los derechos humanos, suelen escaparse de las acciones judiciales debido a la complejidad de su estructura jurídica y a la falta de mecanismos judiciales eficaces. Por consiguiente, urge garantizar el acceso a la justicia para las víctimas considerando a estas empresas responsables de sus actos y de su inacción para prevenir y reparar las violaciones de los derechos humanos y los daños al medio ambiente a lo largo de toda su cadena de valor.

Ahora bien, cabe destacar que, desde la creación de este grupo de trabajo intergubernamental, y a pesar de sus declaraciones en favor de los derechos humanos, la Unión Europea y sus distintos Estados miembros no han apoyado este proceso de negociación histórica.

De hecho, los Estados miembros de la Unión Europea votaron en contra de la creación de este grupo de trabajo intergubernamental en 2014; boicotearon algunas sesiones de trabajo y consultas; y multiplicaron las intervenciones en las que cuestionaban el mandato de este grupo de trabajo y la legitimidad de la presidencia ecuatoriana.

- ✓ Por ejemplo, el 2 de noviembre de 2017, en los debates presupuestarios en torno al programa del año 2018-2019, la Unión Europea cuestionó la celebración de la 4ª sesión de trabajo prevista para octubre de 2018, a pesar de lo clara que es la resolución 26/9.
- ✓ Más recientemente, el 14 de junio de 2018, los Estados miembros de la Unión Europea se pronunciaron con una sola voz, a través del representante de la Unión Europea, para “volver al Consejo de Derechos Humanos de la ONU para establecer la dirección futura del trabajo”, para cuestionar el carácter vinculante de este instrumento internacional, para interrogarse sobre la legitimidad de la presidencia ecuatoriana, y para oponer este instrumento a los Principios rectores de la ONU de 2011, mientras que los propios Principios rectores contemplan la adopción de normas vinculantes a nivel nacional e internacional para su correcta aplicación. En recientes debates bilaterales, la Unión Europea y varios de sus Estados miembros también cuestionaron la presencia de organizaciones de la sociedad civil en las negociaciones.

Las 36 organizaciones firmantes del presente llamamiento solicitan a la Unión Europea y a sus distintos Estados miembros que pongan fin a estas estrategias de obstrucción, que aceptan el mandato de este grupo de trabajo intergubernamental y la presencia esencial de las organizaciones de la

sociedad civil en el proceso, y que participen de manera activa y constructiva en la elaboración de un tratado internacional jurídicamente vinculante sobre las empresas transnacionales y otras empresas que tengan actividades operacionales con carácter transnacional, como lo especifica claramente la resolución 26/9.

Las tres anteriores sesiones de negociaciones y las cuatro consultas realizadas por Ecuador durante la primavera de 2018 con vistas a la publicación de una primera versión de dicho tratado posibilitaron que emergiera un amplio consenso en torno a algunos elementos.

Este tratado jurídicamente vinculante debe:

1. Referirse a, sea cual sea su objeto social y su modo de creación, control o de propiedad, las empresas cuya actividad operativa tenga un carácter transnacional.
2. Garantizar la primacía de los derechos humanos y del medio ambiente sobre las normas en materia de comercio y de inversión.
3. Hacer que las empresas y sus dirigentes sean responsables (en derecho civil, penal, ambiental, administrativo) del respeto de los derechos humanos y de la prevención de los abusos y de las violaciones que se deriven directa o indirectamente de sus actividades, a lo largo de toda su cadena de valor (ya sean sus ramas, filiales, subcontratistas, proveedores, afiliados, cocontratantes, financiadores, etc.).
4. Introducir una obligación de vigilancia, o un mecanismo similar de «duty of care», a fin de poder exigir la responsabilidad legal de las empresas matrices y de las empresas contratantes en la prevención de los abusos y los delitos contra los derechos humanos.
5. Reconocer, a elección de la víctima, y en virtud del principio 25 de los Principios de Maastricht, la competencia judicial de la jurisdicción donde se haya producido el daño; de la jurisdicción donde la empresa contratante esté registrada o domiciliada; de una jurisdicción tercera donde la entidad ejerza la mayor parte o una parte sustancial de sus actividades; y de cualquier otra jurisdicción que se ocupara del caso en aras de la competencia universal cuando tal violación contravenga una norma imperativa del derecho internacional.
6. Establecer un mecanismo internacional o una corte internacional para evitar la denegación de justicia, facilitar la cooperación judicial entre Estados, y ayudar a las víctimas a recurrir a los órganos jurisdiccionales nacionales o internacionales adecuados.

Estos puntos fueron mencionados a menudo en las consultas informales organizadas por la presidencia del grupo de trabajo durante los últimos meses. Son objeto de un amplio consenso dentro de los movimientos sociales y de las ONG que realizaron debates en profundidad sobre este tema.

Nuestros socios en todo el mundo, las víctimas de violaciones, y los defensores de los derechos humanos son unánimes en la necesidad de un tratado y en la urgencia de su adopción. La Unión Europea y sus distintos Estados miembros no pueden ignorar eso.

Por lo tanto, apelamos a los Estados miembros de la Unión Europea a tratar estos elementos y a estudiar la primera versión de tratado que será publicada por Ecuador, con una actitud constructiva, que prevalezca sobre los debates estériles que buscan atacar la legitimidad de este proceso histórico.

Para firmar:

<http://bit.ly/CALLEUMemberStatesforUNTreaty>

Fecha tope:

30 de septiembre de 2018

Contacto:

s.bommier@ccfd-terresolidaire.org

Primeros firmantes (el 9 de julio de 2018):

11.11.11, Belgium	Belgium
Action Solidarité Tiers Monde	Luxembourg
ActionAid France	France
Afrika Kontakt	Denmark
AIETI	Spain
Associazione Jambo	Italy
Atelier ONGD	Spain
CCFD-Terre Solidaire	France
CCOO de Madrid	Spain
Colectivo Ansur	Latin America
Collectif Ethique sur l'étiquette	France
Commission Justice et Paix	Belgium
Confederación Sindical de CC.OO.	Spain
Coordinadora Estatal De Comercio Justo	Spain
ECOAR))) GLOBAL	Canada, Spain and France
Emmaus Aurinkotehdas ry	Finland
Fundación Mundubat	Spain
Greenpeace España	Spain
Grupo de trabajo sobre empresas y derechos humanos - Catalunya de Lafede.cat y la Taula Colombia	Spain
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ICID)	Spain
International Office for Human Rights - Action Colombia (OIDHACO)	Europe
JASS – Just Associates	Central America, Southern Africa, and Southeast Asia
KAESCH – Netzwerk für Nachbarschaftshilfe	Austria
Ligue des droits de l'Homme	France
Maan ystävät ry - Friends of the Earth Finland	Finland

NeSoVe / Netzwerk Soziale Verantwortung	Austria
New Wind Association	Finland
Red Flamenca de Solidaridad con la Comunidad de Paz de San José de Apartadó	Belgium
Ritimo	France
SETEM Catalunya	Spain
Südwind	Austria
Taula Catalana per la Pau i els Drets Humans a Colòmbia	Spain
ToxicsWatch Alliance (TWA) – Ban Asbestos Network of India (BANI)	India
Tansform!at	Austria
Unión Sindical Obrera (USO)	Spain
Union syndicale Solidaires	France

CALL TO THE EUROPEAN UNION AND ITS INDIVIDUAL MEMBER STATES

PRIOR TO THE OCTOBER 2018 NEGOTIATIONS TO DRAW UP AN INTERNATIONAL LEGALLY BINDING INSTRUMENT (TREATY) ON TRANSNATIONAL CORPORATIONS AND OTHER BUSINESS ENTERPRISES WITH RESPECT TO HUMAN RIGHTS

On 26 June 2014, the United Nations Human Rights Council adopted Resolution 26/9, which established an open-ended intergovernmental working group on transnational corporations and other business enterprises with respect to human rights, in order to draw up ‘*an international legally binding instrument to regulate, in international human rights law, the activities of transnational corporations and other business enterprises*’.

This resolution is of crucial importance in making up for a major flaw in the international system. Indeed, when enterprises with a business activity that has a transnational character are implicated in crimes and human rights violations, they can generally avoid prosecution because of the complexity of their legal structure and the absence of effective legal mechanisms. It is thus urgent to ensure that victims have access to justice. To do so, States must hold these companies responsible for their acts and for their inaction in preventing and repairing human rights violations and environmental damage throughout their value chain.

Yet, since the creation of this intergovernmental working group, it is clear that the European Union and its individual Member States have failed to support this historic negotiation process, despite their declarations in favour of human rights.

For example, the Member States of the European Union voted against the establishment of this intergovernmental working group in 2014. They boycotted some of the working sessions and consultations. And they made numerous statements calling into question the mandate of this working group and the legitimacy of its Ecuadorian Chair.

- ✓ Specifically, on 2 November 2017, during the budget discussions on the 2018/2019 programme, the European Union put into question the holding of the 4th work session planned for October 2018, even though resolution 26/9 is clear on the issue.
- ✓ More recently, on 14 June 2018, the Member States of the European Union spoke with one voice, via the representative of the European Union, asking to “revert to the Human Rights Council to set out the future direction of work”, calling into question the binding nature of this international instrument, questioning the legitimacy of the Ecuadorian Chair, and pitting this treaty against the UN Guiding Principles of 2011, even though these Principles themselves provide for adopting binding norms at the national and international levels so that they are properly applied. In recent bilateral discussions, the European Union and several of its Member States also challenged the presence of civil society organizations in the negotiations.

The 36 signatory organisations of this call ask the European Union and its individual Member States to put an end to these strategies of obstruction, to accept the mandate of this intergovernmental working group and the essential presence of civil society organizations in the process, and to participate actively and constructively in drawing up an international legally binding treaty on transnational corporations and other enterprises with a business activity that has a transnational character, as clearly specified in Resolution 26/9.

The three previous negotiation sessions and the four consultations carried out by Ecuador in spring 2018 to prepare the publication of an initial version of the treaty made it possible to bring out broad consensus on some aspects.

This legally binding treaty must:

1. Pertain to business enterprises whose activity has a transnational character, regardless of the enterprise's social purpose and mode of creation, control and ownership.
2. Guarantee the primacy of human rights and the environment over norms in trade and investment matters.
3. Make business enterprises and their managers responsible (in civil, criminal, environmental and administrative law) with regard to respect of human rights and prevention of abuses and violations that are the direct or indirect outcome of their activities. This must apply throughout their value chain (including branches, subsidiaries, subcontractors, suppliers, affiliates, co-contracting parties, financial backers, etc.).
4. Introduce "duty of vigilance" or a similar mechanism of duty of care, to make parent companies and contracting companies legally responsible for the prevention of human rights abuses and crimes.
5. Recognise the judicial competence – as specified by the victim and according to Principle 25 of the Maastricht Principles – of one of the following jurisdictions: the jurisdiction where the harm occurs; the jurisdiction where the contracting company is registered or domiciled; a different jurisdiction, where the entity has its main place of business or substantial business activities; or any other jurisdiction that would take up the case in the name of universal competence, when such a violation constitutes a violation of a peremptory norm of international law.
6. Establish an international mechanism or an international tribunal in order to prevent denials of justice, to facilitate judicial cooperation between states, and to help the victims refer cases to the suitable national or international jurisdictions.

These points were often mentioned during the informal consultations organized by the Chair of the working group in recent months. They enjoy broad consensus among the social movements and NGOs that have carried out in-depth discussions on the matter.

Our partners around the world, the victims of violations and human rights defenders unanimously agree on the necessity for such a treaty and on the urgency for its adoption. The European Union and its individual Member States cannot ignore this.

We thus call on the Member States of the European Union to examine these aspects and to study the initial version of the treaty that will be published by Ecuador, and to do so with a constructive approach that prevails over the unproductive debates seeking to attack the legitimacy of this historic process.

To sign:

<http://bit.ly/CalleUMemberStatesforUNTreaty>

Deadline:

30 september 2018

Contact:

s.bommier@ccfd-terresolidaire.org

First signatories (on July 9 2018):

11.11.11, Belgium

Belgium

Action Solidarité Tiers Monde

Luxembourg

ActionAid France

France

Afrika Kontakt	Denmark
AIETI	Spain
Associazione Jambo	Italy
Atelier ONGD	Spain
CCFD-Terre Solidaire	France
CCOO de Madrid	Spain
Colectivo Ansur	Latin America
Collectif Ethique sur l'étiquette	France
Commission Justice et Paix	Belgium
Confederación Sindical de CC.OO.	Spain
Coordinadora Estatal De Comercio Justo	Spain
ECOAR))) GLOBAL	Canada, Spain and France
Emmaus Aurinkotehdas ry	Finland
Fundación Mundubat	Spain
Greenpeace España	Spain
Grupo de trabajo sobre empresas y derechos humanos - Catalunya de Lafede.cat y la Taula Colombia	Spain
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ICID)	Spain
International Office for Human Rights - Action Colombia (OIDHACO)	Europe
JASS – Just Associates	Central America, Southern Africa, and Southeast Asia
KAESCH – Netzwerk für Nachbarschaftshilfe	Austria
Ligue des droits de l'Homme	France
Maan ystävät ry - Friends of the Earth Finland	Finland
NeSoVe / Netzwerk Soziale Verantwortung	Austria
New Wind Association	Finland
Red Flamenca de Solidaridad con la Comunidad de Paz de San José de Apartadó	Belgium
Ritimo	France
SETEM Catalunya	Spain
Südwind	Austria
Taula Catalana per la Pau i els Drets Humans a Colòmbia	Spain

ToxicsWatch Alliance (TWA) – Ban Asbestos
Network of India (BANI)

India

Tansform!at

Austria

Unión Sindical Obrera (USO)

Spain

Union syndicale Solidaires

France